



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 124

Texte de la question

SIX PREMIERS MOIS DE LA PRÉSIDENTICE DE M. SARKOZY

M. le président. La parole est à M. Jean-François Copé, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-François Copé. Monsieur le Premier ministre, voilà six mois les Français ont élu Nicolas Sarkozy à la Présidence de la République (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine*), six mois qui n'appellent pas le temps du bilan, mais qui portent la marque du courage, de la volonté politique et surtout de la détermination qui est la sienne, mais qui est aussi la nôtre, à vos côtés, de faire ce à quoi nous nous sommes engagés auprès des Français.

Depuis six mois, de grands chantiers ont été ouverts, de grandes réformes ont commencé d'être mises en oeuvre. Même si, parfois, elles suscitent une opposition virulente, il n'en reste pas moins, je veux le dire ici, qu'elles correspondent très exactement à ce que nous avons dit aux Français tout au long de la campagne électorale.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Et le pouvoir d'achat ?

M. Jean-François Copé. C'est donc très exactement ce qu'ils attendent de nous.

Monsieur le Premier ministre, je voulais vous demander quels projets vous comptez poursuivre et quels chantiers vous entendez ouvrir, en vous assurant que, bien entendu, pour tout cela nous serons à vos côtés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Nouveau Centre. - " Allo !" sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, il y a six mois, les Français ont fait un choix politique : ils ont choisi un Président de la République, Nicolas Sarkozy, ils ont choisi une majorité, ils ont choisi un projet politique, que nous mettons en oeuvre méthodiquement. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Nous avons engagé la libération des heures supplémentaires pour mieux valoriser le travail et pour réduire un peu les effets négatifs des textes relatifs à la réduction du temps de travail votés par la majorité précédente. Nous avons facilité l'accès à la propriété pour tous les Français, avec la déduction des intérêts d'emprunt. Nous avons instauré un service minimum dans les transports publics, qui sera effectif au 1er janvier prochain. (*Exclamations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) Nous avons donné aux universités les moyens de leur autonomie, après vingt-cinq ans d'hésitations et d'immobilisme. Nous avons triplé le crédit impôt recherche.

Nous avons augmenté de 1,8 milliard les crédits de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Nous avons engagé la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC, étape indispensable à la sécurisation des parcours professionnels.

Nous avons engagé la réforme de l'État, avec la fusion de la Direction générale des impôts et de la comptabilité publique, celle d'OSEO et de l'Agence de l'innovation industrielle, ou encore avec la carte judiciaire.

(*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Nous avons durci les sanctions contre les multirécidivistes. Nous avons renforcé les moyens de contrôle pour une immigration choisie (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine*) et les outils d'une intégration réussie.

Nous avons sorti l'Europe de l'impasse institutionnelle avec le traité simplifié que nous apprêtons à être les premiers en Europe à ratifier. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Nous avons engagé, avec le Grenelle de l'environnement, un processus pour faire de la France un pays exemplaire en matière écologique tout en respectant nos objectifs de développement et de croissance.

Nous avons lancé l'expérimentation du Revenu de solidarité active dans une vingtaine de départements avant de le généraliser, en 2009, si l'expérience se révèle positive.

Nous avons engagé la réforme des régimes spéciaux de retraite pour continuer à sécuriser, consolider...

M. Maxime Gremetz. Pour démanteler !

M. le Premier ministre. ...la retraite par répartition, menacée par l'allongement de la durée de la vie et par la démographie.

Tels ont été, mesdames, messieurs les députés, les six mois d'action du Gouvernement et de la majorité.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

Les six prochains mois ne seront pas moins chargés.

Nous allons engager la réforme de nos institutions afin de rééquilibrer les pouvoirs du Parlement. ("*Ah !*" sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)

Nous allons présenter une loi de modernisation économique qui s'inspirera largement des travaux de la commission Attali.

Nous allons réformer le marché du travail en reprenant, je l'espère, les conclusions de la négociation sociale qui est en cours.

Nous allons engager un plan " Respect et égalité des chances " pour les quartiers défavorisés de notre pays.

Nous allons vous proposer une loi pénitentiaire, une autre sur les délinquants dangereux, une loi d'orientation pour la sécurité intérieure et une loi de programmation militaire.

Mesdames, messieurs les députés, la majorité a un mandat pour réformer la France. Elle n'a pas à rougir de son action depuis six mois, mais elle ne peut pas non plus s'en satisfaire. Il y a en effet encore beaucoup à faire pour rattraper les retards accumulés par notre pays et pour nous inscrire dans le rythme des pays développés les plus performants en matière de croissance, d'emploi et de justice sociale.

Le Gouvernement est en action. Il est à l'écoute des Français. Il n'ignore rien de leurs attentes ni de leurs difficultés. Il tiendra tous les engagements pris par le Président de la République et par chacun d'entre vous à l'occasion des élections législatives. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-François Copé](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 124

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 novembre 2007